

**ARRET N°013
DU 21/08/2017**

**MATIERE:
COMMERCIALE**

REPUBLIQUE DU NIGER

COUR D'APPEL DE NIAMEY

CHAMBRE COMMERCIALE SPECIALISEE

**APPELANTE:
- SANI SABO
GADO ET
AUTRE**

La Cour d'Appel de Niamey, statuant en matière commerciale en son audience publique de vacation du 21(vingt-un) Août deux mil dix-sept, tenue au palais de ladite Cour, a rendu l'arrêt N°013, dont la teneur suit :

**INTIME :
- SOCIETE
ONYX
DEVELOPPMENT
ET AUTRES**

ENTRE

- SANI SABO GADO ET AUTRE;
Ayant pour conseils Maître Flavien Ladedji, Avocat à la Cour;

PRESENTS

**-ABDOULAYE
IDE
PRESIDENT**

Appelant d'une part;

**-ABDOU IDI
CONSEILLER**

ET

**- Mme DIALLO
RAYANATOU
LOUTOU**

- SOCIETE ONYX DEVELOPPMENT, SAS sise à le bois du roule-640, chemin de château 76770 Malaunay-France, Actionnaire et administratrice de la STA;

-ET AUTRES;

Ayant pour conseils Maître Niandou Karimoun et Maître Ismaril Tambo, tous des Avocats à la Cour;

**-M.MAHAMAD
OU SEYDOU
SOULEY**

Intimée, d'autre part;

**-M.ALKELAL
ELHDJ HAMI**

**JUGES
CONSULAIRES**

**ME N'FANA NANA
GREFFIERE**

SANS QUE LES PRESENTES QUALITES PUISSENT NUIRE OU PREJUDICIER AUX DROITS ET INTERETS RESPECTIFS DES PARTIES EN CAUSE MAIS AU CONTRAIRE SOUS LES PLUS EXPRESSES RESERVES DE DROIT ET DE FAIT

LA CHAMBRE

Attendu que par exploit du quatorze Octobre 2016, de Maître Maimouna Cissé, huissier de Justice près le Tribunal de Grande Instance Hors

Classe de Niamey, Sani Sabo Gado et Hadi Ali Maazou, assistés de Maître Ladédji Flavien, Avocat à la Cour, ont fait appel contre le jugement n°64 du 25 Août 2016 rendu par le Tribunal de Commerce de Niamey qui, dans l'affaire opposant Sani Sabo Gado et Hadi Mazou aux nommés Fatchima Daddy Gaoh et 7 (sept) autres a, statuant publiquement, contradictoirement en matière commerciale et en Premier ressort :

- reçu l'exception de nullité soulevée par les défendeurs ;
- déclaré régulière l'assignation du 07 Août 2015 ;
- Condamné Sani Sabo Gado et Hadi Ali Mazou aux dépens ;
- Avisé les parties du délai d'appel de 08jours.

FAITS ET PROCEDURE

-La STA-SA (Société de Transformation des produits agricoles) créée en 2000 a pour actionnaires :

1/Mme Fatchima Daddy Gaoh, 21,63% du capital ;

2/Sani Sabo Gado, 30% ;

3/La société ONYX development, 31 % ;

4/Hady Ali Maazou, 7,5% ;

5/La société Afripart, 1,5 % ;

6/Sanoussi Mahaman, 0,63%.

- Mme Fatchima Daddy Gaoh et son fils Ismael Barmou en sont respectivement le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint tandis que Michel Lescane qui est le représentant de la société ONYX Development assure la fonction de Président du Conseil d'Administration.

-depuis vers 2011, les nommés Sani Sabo Gado et Hadi Ali Maazou en qualités d'actionnaires et d'administrateurs ont constaté la mauvaise gestion s'installer dans la société et ont commencé à demander des explications par le biais du PCA; et face au refus de ce dernier, ils ont plusieurs fois saisi la justice.

-Suite à une Assemblée Générale convoquée par le Président du Conseil d'Administration (Michel Lescane, représentant de ONYX Development) le 24/02/2015, le mandat d'Administrateur de Sani Sabo Gado a été révoqué sur proposition du même Président du Conseil d'Administration sans articuler le moindre motif.

-Ainsi Sani Sabo Gado et Hadi Ali Maazou ont saisi le Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey qui s'était dessaisi le 27 Avril 2016 après l'installation du Tribunal de commerce de Niamey désormais compétent lequel a rendu la décision objet d'Appel.

PRETENTION ET ARGUMENTS DES PARTIES

1/Les appelants, Sani Sabo Gado et Hadi Ali Maazou, ont sollicité la déclaration de leur appel comme recevable ;

-qu'ils ont à ce titre soutenu que la recevabilité de leur appel se fonde sur le respect de délai de 08 jours et la qualité du service où ils ont déclaré ledit appel à savoir le greffe du Tribunal qui a rendu la décision querellée ; que le seul défaut de signification de cet acte d'appel à la même date à l'ensemble des actionnaires ne saurait constituer un motif d'irrecevabilité étant donné que cette signification a pu intervenir le 14/10/2017 pour l'audience du 20/02/2017 ainsi que cela ressort des pièces du dossier s'agissant particulièrement d'une action dont l'objet est indivisible à l'égard des personnes avisées au sens de l'Article 516 du Code de Procédure Civile ;

-quant au fond, ils ont demandé d'annuler le jugement attaqué pour défaut de réponse à leurs conclusions du 26 Juin 2016 en ce qu'ils ont fondé la recevabilité de leur action sur leurs qualité d'actionnaires et d'administrateur et qui sont contre la résolution n°5 révoquant le mandat d'administrateur de Sani Sabo Gado ; qu'il ne ressort pas du jugement querellé qu'une réponse a été apportée à cette demande ;

-déclarer la résolution n°5 de l'Assemblée Générale du 24/02/2015 nulle en application de l'Article 130 de l'Acte Uniforme sur les sociétés Commerciales et les GIE car il s'agit d'une révocation qui a pour but d'écarter les opinions des associés minoritaires (Ali Hadi et Sani Sabo) et qui est contraire à l'intérêt de la société.

-Les intimés, Fatchima Daddy Gaoh et consorts pour leur part, ont soutenu que l'appel de Sani Sabo Gado et Hadi Ali doit être déclaré irrecevable pour violation de l'Article 516 du Code de Procédure Civile et ont demandé la confirmation du jugement attaqué;

MOTIFS DE LA DECISION **EN LA FORME**

Attendu que toutes les deux parties ont comparu par le biais de leur conseil respectifs à l'audience du 15 Mai 2017 où le dossier a été retenu et plaidé, qu'il y'a lieu de statuer contradictoirement à leur égard ;

SUR LA RECEVABILITE DE L'APPEL

Attendu qu'il ressort de l'Article 63 de la loi relative aux tribunaux de commerce que l'appel doit intervenir dans un délai de 08 jours à compter de la signification de la décision rendue contradictoirement ; qu'il se trouve qu'au regard des pièces du dossier aucune signification n'ayant

été intervenue à ce jour, l'Acte d' Appel objet de la présente procédure Sera déclaré régulier ;

Attendu que les dispositions de l'Article 516 du Code de Procédure Civile ne peuvent trouver également application en l'espèce dans la mesure où l'appel régulièrement fait a été signifié à toutes les parties par exploits des cinq(05) Janvier 2017 et quatorze (14) Octobre 2016 ; qu'il y a lieu de déclarer cet appel recevable;

AU FOND

Attendu que les nommés Sani Sabo Gado et Hadi Ali Maazou ont sollicité l'annulation du jugement n°64 du 25 Août 2016; qu'ils ont reproché au premier juge de n'avoir pas répondu à leurs conclusions du 26 Juin 2016;

Attendu qu'il ressort du jugement attaqué que le premier juge a soutenu que Sani Sabo Gado et Hadi Ali Maazou n'ont pas conclu sur la recevabilité;

Attendu qu'aux termes de l'Article 2 de la loi 2004-50 du 24 Juillet 2004, le défaut de motifs est une cause de nullité d'une décision de justice;

Attendu qu'en l'espèce, le premier juge en déclarant irrecevable l'action des appelants tout en ignorant les écritures de ces derniers en date du 26 Juin 2016 dans lesquelles ils ont bien expliqué qu'en tant qu'actionnaires et administrateurs rien ne peut justifiés qu'on leur refuse le droit de demander l'annulation de la résolution qu'ils jugent contraire à leurs intérêts et aux intérêts de la société, a ainsi entaché sa décision d'un défaut de motif ; qu'il y a lieu d'annuler le jugement attaqué et évoquer et statuer à nouveau;

SUR L'EVOCAATION

Attendu que par exploit du sept Août 2015 les nommés Sani Sabo Gado et Hadi Ali Maazou ont attrait Fatchima Daddy Gaoh, la société ONYX Développement représentée par Michel Lescane, Président Directeur Général de la Société de Transformation Alimentaires et consorts en annulation de la résolution n°5 prise à l'Assemblée Générale ordinaire de la Société de Transformation Alimentaires SA le 24/02/2015;

Que pour leur part, Mme Fatchima Daddy Gaoh et consorts ont demandés l'annulation de l'assignation et l'irrecevabilité de l'action de Sani Sabo Gado;

SUR LES EXCEPTIONS DE NULLITE ET D'IRRECEVABILITE DE L'ACTION:

Attendu que les nommés Fatchima Daddy Gaoh et consorts ont d'une part, sollicité l'annulation de l'assignation du 07 Août 2015 pour omission de préciser la juridiction compétente en application des articles 134 et 435 du Code de Procédure Civile, et d'autre part; plaidé l'irrecevabilité de l'action de Sani Sabo Gado et Hadi Ali Maazou en soutenant qu'ils n'ont ni intérêt, ni qualité pour agir ;

Mais attendu que l'Article 435 du Code de Procédure Civile ne fait obligation à peine de nullité que de mentionner la juridiction saisie dans l'assignation et non « la juridiction compétente » ; qu'il se trouve en l'espèce que l' assignation du 07 Août 2015 comporte bien le nom du Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey saisi avant l'installation du Tribunal de Commerce ; qu'il y a lieu de rejeter ce moyen ;

Attendu qu'en outre l'irrecevabilité fondée sur le défaut de qualité et d'intérêts ne peut prospérer dans la mesure où la décision de l'Assemblée Générale ordinaire n'étant en vertu d'aucun texte insusceptible de voies de recours des plaignants, n'est pas définitivement jugée; qu'à ce titre les nommés Sani Sabo Gado et Ali Hadi Maazou qui contestent la résolution n°5 du 24/02/2015 sont bien fondés à en demander l'annulation car étant actionnaires avec 30% du capital pour Sani Sabo Gado et 7,5% pour Hadi Ali, ils ont un droit à ce que leur cause soit entendu par une juridiction légale ;

Qu'il y a lieu de rejeter en conséquence ce moyen comme inopérant ;

SUR L'ANNULATION DE LA RESOLUTION N°5 OBJET DU LITIGE

Attendu que les nommés Sani Sabo Gado et Hadi Ali Maazou ont sollicité l'annulation de la résolution n°5 issue de l'Assemblée Générale ordinaire de la Société de Transformation Alimentaires tenue le 24/02/2015 qui a eu pour objet la révocation du mandat d'administrateur de Sani Sabo Gado alors qu'il y est actionnaire avec 30% du capital et sans motif précis ; qu'ils ont fait remarquer que cette décision constitue un abus de la majorité et doit en conséquences être annulée en application de l'Article 130 de l'Acte Uniforme sur les sociétés et les GIE ;

Attendu que les nommés Fatchima Daddy Gaoh et consorts soutiennent quant à eux que la résolution a été certes prise sur proposition du Président du Conseil d'Administration de la Société de Transformation Ali-

mentaire, Michel Lescane et représentant de ONYX Development, mais qu'ayant été votée à la majorité elle doit être considérée comme régulière ;

Attendu qu'aux termes de l'Article 130 de l'Acte Uniforme invoqué par les demandeurs, toute décision prise par la majorité des associés dans leurs seuls intérêts mais contraires aux intérêts des associés minoritaires et sans justifier de l'intérêt de la société est nulle ;

Attendu qu'en l'espèce le nommé Sani Sabo Gado a été révoqué de son mandat d'administration de la Société de Transformation Alimentaire(STA) dont il est l'un des plus grand actionnaire avec (30%) du capital et en même temps fondateur ; qu'il a été remplacé par la même majorité par deux autres actionnaires dont Sanoussi Mahaman Amadou et la Société Afripart qui, à deux n'ont pas plus de 2% de capital social et ce dans le but de faire passer lors des réunions toutes les décisions que Sani Sabo Gado ne pourra pas accepter, s'il est maintenu en qualité d'administrateur;

Attendu qu'en outre cette résolution a été prise sur proposition du Président du Conseil D'Administration de la Société de Transformation Alimentaire dont le refus de faire la lumière au sujet de la gestion de la société a conduit Sani Sabo Gado et Hadi Ali Maazou à engager des procédures judiciaires contre Fatchima Daddy Gaoh pour mauvaise gestion (dossier d'abus des biens sociaux et dossier de responsabilité civile), en vue de faire restituer à la Société de Transformation Alimentaire ses fonds dilapidés ; que dans ces conditions la révocation du mandat d'administrateur de Sani Sabo Gado apparait comme un règlement de compte contre ce dernier pour permettre à Fatchima Daddy Gaoh et Michel Lescane, alors le Président du conseil d'Administrateur de son état de faire de biens de la Société de Transformation Alimentaire ce qu'ils veulent en oubliant les intérêts de cette société ; qu'il suit dès lors au regard de tout ce qui précède que la résolution n°5 prise à l'Assemblée générale du 24/02/2015 constitue un abus de la majorité et doit être annulée en application des dispositions de l'Article 130 de l'AUSC/GIE visé au moyen ;

-SUR LES DEPENS

Attendu que Fatchima Daddy Gaoh et consort ont perdu le procès ; qu'il y a lieu de mettre les dépens à leur charge ;

Attendu que les parties ont le droit de se pourvoir en cassation par requête écrite déposée au greffe de la Cour d'Appel de Niamey dans un délai d'un mois à compter de la signification de la décision;

Qu'il y a lieu de les

PAR CES MOTIFS

La chambre Commerciale spécialisée

Statuant publiquement, contradictoirement en matière commerciale et en dernier ressort;

Reçoit l'appel de Sani Sabo Gado et Hadi Ali Maâzou comme régulier ;

Au fond

- **Annule le jugement attaqué pour défaut de réponse aux conclusions de Sani Sabo et Hadi Maâzou;**
- **Evoque et statue à nouveau ;**
- **Dit que l'assignation du 07 Août 2015 est régulière ;**
- **Reçoit l'action de Sani Sabo et Hadi Maâzou comme régulière ;**
- **Dit que la résolution N°5 du 24/02/2015 prise à l'Assemblée Générale ordinaire (AGO) de la STA constitue un abus de la majorité ;**
- **Annule la résolution N°5 sus-indiquée ;**
- **Condamne Fatchima Daddy Gaoh et Consorts aux dépens ;**
- **Avertit les parties du délai de pourvoi d'un mois;**

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement par la Cour d'Appel de Niamey, les jour, mois et an que dessus.-

Et ont signé : LE PRESIDENT ET LA GREFFIERE.

-Suivent les signatures-

